

TORTURE**Plus grand rassemblement d'anciens détenus à Guantánamo et de leurs familles : le gouvernement des États-Unis doit accorder aux experts indépendants des Nations unies l'accès complet à Guantánamo**

Index AI : POL 30/034/2005

ÉFAI

Vendredi 18 novembre 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE**Déclaration conjointe d'Amnesty International et Reprieve**

Amnesty International et Reprieve ont demandé ce vendredi 18 novembre au gouvernement des États-Unis de cesser de bloquer tout accès réel des Nations unies à son centre de détention de Guantánamo, et de leur donner l'accès à tous les détenus. Les deux organisations réagissaient au dépassement d'une date butoir fixée à minuit pour que le gouvernement des États-Unis parvienne à un accord sur la visite à Guantánamo de cinq experts indépendants de la Commission des droits de l'homme des Nations unies.

Amnesty International et Reprieve ont lancé cet appel au moment où elles annonçaient le plus grand rassemblement d'anciens détenus de la « guerre contre le terrorisme » et de leurs familles, destiné à dénoncer un réseau de torture et de mauvais traitements de plus en plus mondialisé. Cette conférence londonienne de trois jours, de ce samedi 19 novembre au lundi, réunira également des experts internationaux dans le domaine juridique et médical, ainsi que des responsables de campagnes en faveur des droits humains, afin d'informer et d'encourager l'action contre la torture et les pratiques qui y conduisent, comme les restitutions et les détentions dans des lieux tenus secrets.

Irene Khan, Secrétaire générale d'Amnesty International, a déclaré :

« Il est totalement inacceptable de refuser un accès réel aux personnes détenues à Guantánamo. Guantánamo ne constitue que la partie émergée d'un iceberg d'atteintes aux droits humains ; il s'agit du maillon le plus connu d'une chaîne de centres de détention, où figurent la base aérienne de Bagram en Afghanistan, des

prisons irakiennes et d'autres lieux secrets, ailleurs. Grâce aux courageux témoignages des anciens détenus et de leurs familles, notre conférence de ce week-end montrera comment Guantánamo est devenu l'épicentre d'un système de justice fantôme, soutenu par l'utilisation subversive des détentions prolongées et la remise de détenus à des pays connus pour pratiquer la torture. »

Clive Stafford Smith, directeur juridique de Reprieve, qui agit au nom de quelque 40 détenus de Guantánamo, a déclaré :

« Cette conférence s'ouvre au centième jour d'une grève de la faim des détenus. Je suis récemment revenu de Guantánamo et je viens de recevoir une déclaration déclassifiée de Shaker Aamer, résident britannique et père de quatre enfants britanniques, dans laquelle il écrit qu'il a été tellement maltraité et humilié qu'il demande aux militaires des États-Unis d'arrêter de nourrir les détenus de force, et de le laisser décider de son propre destin et mourir. Le gouvernement britannique devrait avoir honte de se refuser à la moindre action pour aider les dix résidents britanniques encore détenus à Guantánamo. Lors de cette conférence, nous observerons les dégâts collatéraux de l'expérience de Guantánamo : la torture, les enfants privés de père, et l'abdication de l'état de droit. »

Amnesty International et Reprieve reconnaissent que la protection des civils est un devoir des gouvernements, mais combattre la terreur par la terreur mène au désastre. Le respect des droits humains universels est l'arme la plus puissante dans la « guerre contre le terrorisme ». Les procès équitables et l'interdiction absolue de la torture sont les seuls fondements réels de notre sécurité.

Pour de plus amples informations sur la conférence de ce week-end, merci de consulter

<http://news.amnesty.org/pages/conferenc-e-press-fra>. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnestv.org>